



Maître de Conférences en Histoire contemporaine à l'UPF

Renaud Meltz, agrégé et docteur en histoire, ancien pensionnaire de la Fondation Thiers, est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de la Polynésie française depuis 2007. En délégation au CNRS (Paris) entre 2011 et 2013 et chargé de mission au cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, il prépare une habilitation à diriger des recherches sur l'opinion publique et les relations internationales, dans la continuité de travaux placés à la confluence entre l'histoire des relations internationales et l'histoire culturelle.

Après sa biographie de Saint-John Perse (*Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Flammarion, 2008, Prix Maurice Baumont), prolongée par un ouvrage sur les écrivains diplomates (*Écrivains et diplomates. L'invention d'une tradition, XIX^e -XXI^e siècles*, Armand Colin, 2012, codirection), Renaud Meltz a publié une série d'articles sur l'opinion, les médias et les crises internationales. Il vient de participer à un colloque commémorant la crise de juillet 1914, où il a posé la question du rôle des opinions occidentales dans le déclenchement de la Grande guerre.

Ses travaux font une place à l'Océanie, considérée sur l'ensemble de la période contemporaine : colonisation de Tahiti et affaire Pritchard, pacification des Îles Sous-le-Vent, implantation du CEP et circulation des idées chez les intellectuels tahitiens. Il a codirigé le n°65 de la revue *Hermès* (avril 2013), consacré au Pacifique dans la mondialisation, où il a publié un article : « "Ici l'on danse" : Tahiti et l'opinion publique française sous la Monarchie de Juillet ».

Résumé de la conférence

Les Français et les Anglais ont-ils voulu la guerre ? L'opinion publique en France et en Angleterre dans la crise de juillet 1914

On a beaucoup écrit sur l'opinion publique dans la guerre (propagande, censure, adhésion). Et, bien plus encore, sur les origines de la guerre, dans toutes ses dimensions : économiques, démographiques, politiques, impériales, coloniales, culturelles, navales, stratégique etc.

Mais on ne creuse guère la question de l'opinion publique dans l'origine de la guerre de 1914, depuis la thèse déjà ancienne de Jean-Jacques Becker (1977). Ce dernier, d'ailleurs ne considère pas à proprement parler l'opinion publique comme une actrice des relations internationales : plutôt comme un enjeu de politique intérieure. L'opinion n'est pas traitée, en tout cas, comme une force motrice, pouvant expliquer le déclenchement de la guerre. Et pour cause, puisque Jean-Jacques Becker la dépeint comme essentiellement pacifiste.

Quant à l'opinion publique anglaise, son étude par une nouvelle génération d'historiens, s'inscrit dans la lignée de Jean-Jacques Becker : elle remet en cause l'adhésion de l'opinion à l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Les jeunes historiens britanniques s'accordent

également pour considérer que l'adhésion, *in extremis*, de l'opinion à la guerre, s'explique par l'anticipation généralisée d'un conflit court.

Cette historiographie ne permet pas d'expliquer ce paradoxe : si les opinions publiques française et anglaise n'ont pas voulu la guerre, pourquoi ces deux démocraties, qui prétendaient fonder leur politique étrangère sur la volonté de leurs peuples, sont-elles entrées en guerre ? Les opinions occidentales étaient-elles moins libres ou moins pacifiques qu'on ne le dit ? Faut-il croire que l'opinion publique pesait peu, tout compte fait, dans le processus de décision politique et dans la gestion diplomatique de la crise ? Ou que les décideurs eux-mêmes se sont laissés entraîner dans un conflit qu'ils ne voulaient pas ?

Ou bien faut-il corriger en partie la conception devenue dominante, pour admettre que l'opinion publique, sans souhaiter la guerre, y était plus préparée qu'on ne le dit, et mieux résolue à la faire ?

Renaud Meltz proposera des pistes de réflexion pour expliquer pourquoi l'opinion publique des deux plus grandes démocraties européennes n'a pas pu empêcher la guerre.